

Nîmes, le **17 AOÛT 2023**

Cellule Déchets
Courriel :uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MESURES D'URGENCE n° 2023-047-DREAL

à l'encontre de

la société **CEVENNES DECHETS** dont le siège social est situé
3 rue de la Judie, 30100 Alès
pour son centre de transit de déchets
exploité à ALES

La préfète du Gard,
Officier de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le code de l'environnement livre V Titre 1er (ICPE), et notamment ses articles L. 511-1, L. 512-20 et R. 512-69 ;
- Vu** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2030 du 25 juillet 2000 autorisant la création et l'exploitation d'un centre de transit de déchets ménagers pré-triés et de déchets industriels et commerciaux banals, de déchets industriels spéciaux et de compostage de déchets verts à Tamaris sur le territoire de la commune d'Alès par la société CEVENNES DECHETS ;
- Vu** l'incendie survenu le 15 août 2023 au niveau des stocks de déchets non dangereux et qui s'est ensuite propagé à la zone de transit de déchets dangereux ;
- Vu** l'inspection réalisée le 16 août 2023 par l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que la société CEVENNES DECHETS exploite des installations classées sur son site industriel d'Alès réglementé par l'arrêté préfectoral n°2030 du 25 juillet 2000 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'inspection précitée a mis en évidence que les conséquences de l'incendie sont susceptibles de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, en particulier :

- les eaux d'extinction incendie qui sont retenues au niveau du sol imperméabilisé du bâtiment de stockage des déchets et formant cuvette de rétention,
- les émissions atmosphériques issues des fumées dégagées par l'incendie,
- les déchets calcinés produits par l'incendie,
- les sols susceptibles d'être pollués par l'entreposage des déchets calcinés,
- la cause de l'accident qui n'est pas établie,
- l'impact de l'accident en dehors du site ;

CONSIDÉRANT que l'ampleur des dégâts résultant de l'incendie constatés lors de l'inspection précitée, ne permet pas de poursuivre l'activité sur cette partie du site sans travaux de remise en état et sans définition et mise en œuvre de mesures préventives ou correctives destinées à prévenir le renouvellement d'un accident similaire ;

CONSIDÉRANT par conséquent qu'il est nécessaire de mettre en place des mesures immédiates et qu'il convient, en application des dispositions prévues à l'article L. 512-20 du Code de l'environnement, de prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires les conséquences de l'incendie susvisé ;

CONSIDÉRANT que les dispositions proposées ont pour objectif de préserver les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

CONSIDÉRANT que l'urgence des mesures à mettre en œuvre ne permet pas de recueillir préalablement l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard ;

ARRÊTE

Article 1: Respect des prescriptions

La société CEVENNES DECHETS exploitant une installation de transit de déchets non dangereux sise 3 rue de la Judie, 30100 Alès est tenue de respecter les dispositions d'urgence prévues par le présent arrêté.

Article 2 : Mesures conservatoires immédiates

Hormis les actions nécessaires à la mise en sécurité et au nettoyage du site, les activités du centre de transit et de tri sont suspendues sur la zone ayant fait l'objet de l'incendie notamment l'apport de nouveaux déchets. Toutes les dispositions sont prises pour empêcher de tels apports. Les conditions de redémarrage en tout ou partie des activités sont fixées dans les articles suivants. Le redémarrage fera l'objet d'une information préalable du préfet qui pourra faire part de son opposition.

L'exploitant assure une surveillance renforcée de son établissement de façon à éviter toute reprise de combustion des déchets impliqués dans l'incendie. A cette fin, il se dote des moyens nécessaires pour détecter puis traiter toute reprise de combustion et si possible pour défourner et noyer partie des déchets encore en combustion.

Article 3: Gestion des eaux d'extinction d'incendie

Des opérations de pompage des eaux d'extinction incendie sont réalisées au niveau du bâtiment de stockage des déchets afin d'éviter tout débordement vers le réseau pluvial.

Les eaux d'extinction d'incendie sont contrôlées et éliminées dans des filières de gestion adaptées. Pour cela, des échantillons d'eau sont prélevés et analysés.

Les bordereaux d'analyse, de pompage et d'élimination sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 4 : Gestion des déchets liés au sinistre

L'exploitant procède à la gestion de tous les déchets présents sur le site et issus du sinistre, conformément à la réglementation en vigueur (stockage et élimination), dans un délai d'un mois maximum à compter de la notification du présent arrêté.

Les bordereaux de suivi des déchets sont transmis à l'inspection des installations classées.

Article 5 – Rapport d'accident

L'exploitant est tenu de fournir, sous 15 jours, en application de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, un rapport écrit décrivant a minima en les justifiant :

- la chronologie des événements : descriptif de l'incident, actions menées par l'exploitant, etc., à partir notamment des enregistrements de la vidéosurveillance et de la télésurveillance ;
- l'analyse des causes profondes de l'accident : causes techniques et organisationnelles pouvant être à l'origine de l'évènement ,
- les mesures mises en œuvre pour gérer l'incendie,
- les conséquences de l'incendie pour les personnes et pour l'environnement (eaux, sols, odeurs, air...),
- les conséquences économiques,
- les mesures à mettre en œuvre pour la remise en service de l'installation en cause et le délai de réalisation de ces mesures,
- l'évaluation de la nécessité de mettre en place de nouvelles mesures techniques et/ou organisationnelles pour éviter un accident similaire ou en réduire la probabilité des effets associés,
- un échéancier de mise en œuvre de ces mesures.

En fonction de l'avancement des différentes investigations, le rapport d'accident pourra être complété au fil de l'eau postérieurement au délai de 15 jours.

Article 6 – Impact sur l'environnement

Afin d'évaluer l'impact de l'incendie sur l'environnement, l'exploitant met en œuvre dans un délai aussi court que techniquement possible et n'excédant pas une semaine, toutes mesures utiles à l'évaluation de l'ampleur d'une éventuelle contamination via notamment la réalisation de prélèvements dans les milieux ou matrices environnants.

En ce sens et a minima, l'exploitant fait procéder par un bureau d'études membre du réseau d'intervenants en situation post-accidentelle (RIPA) à :

- l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de prélèvements adapté dans les zones de prélèvement pertinentes au regard des enjeux en présence,
- à des prélèvements complémentaires dans un rayon de 2 km dans la zone impactée par le panache de fumées,
- à des prélèvements dans une zone estimée non impactée par le sinistre (zone témoin).

En particulier, l'exploitant :

- identifie les enjeux/cibles présentes dans les zones de prélèvements suscitées,
- définit en conséquence les matrices, notamment sols, eaux superficielles, pouvant induire un risque à très court terme notamment lié à leur ingestion (sols nus, aires de jeux, potagers, cultures, captage d'eau, denrées alimentaires si nécessaire, etc ...),
- définit la stratégie de prélèvements (localisation et nombres de prélèvements représentatifs, pour les sols, justification des profondeurs retenues (à minima 0-5 cm et 0-30 cm)).

Dans un délai d'une semaine maximum, l'exploitant procède aux prélèvements.

Les résultats des analyses et l'interprétation de ce contrôle environnemental sont transmis à l'inspection des installations classées, dès leur réception.

D'éventuelles actions complémentaires pourront être prescrites par arrêté préfectoral en fonction des conclusions de cette phase d'analyse.

Les substances suivantes sont recherchées :

- dans les eaux : pH, HCl, HCN, HF, HBr, matières en suspension, DCO, dioxines/furanes, PCB, benzothiazole (CAS 95-16-9), HAP, HCT, BTEX et métaux ;
- dans les sols : suies, dioxines/furanes, métaux, BTEX, HCT, HAP et benzothiazole (CAS 95-16-9),
- dans les fumées : CO, CO₂, méthane, Acides inorganiques (HCl, HCN, H₂SO₄, HF, HNO₃ H₃PO₄), HAP et AOX, COV, aldéhydes, phtalates, dioxines/furanes et HAP, métaux, mercaptans et benzothiazole (CAS 95-16-9),.

En cas de non réalisation des mesures, l'exploitant en explicite le motif.

Article 7 – Frais

Tous les frais occasionnés par les études, analyses et les travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 8 : DELAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITE-AMPLIATION ET EXECUTION

Article 8.1 Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nîmes, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr;

1°) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 du même code dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision ;

2°) Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 8.2 Publicité

En vue de l'information des tiers :

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie d'Alès et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois.

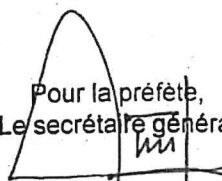
Le présent arrêté est publié sur le site internet Géorisques - Installations classées pour la protection de l'environnement, à l'adresse :

<https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees?page=1>

Article 8.3 Ampliation et exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Gard, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, le directeur général de l'agence régionale de santé chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Maire d'Alès, ainsi qu'à la société CEVENNES DECHETS

La préfète,

Pour la préfète,
Le secrétaire général

Frédéric LOISEAU

